

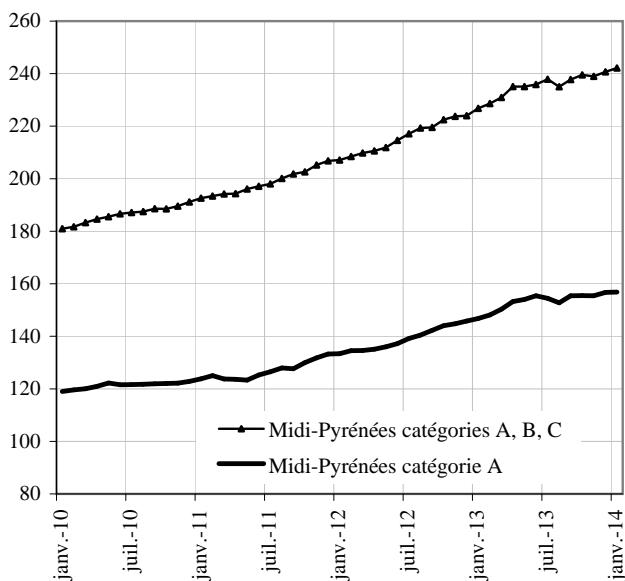
DIRECCTE MIDI-PYRÉNÉES

DR Pôle emploi Midi-Pyrénées

## DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS ET OFFRES COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI EN MIDI-PYRÉNÉES EN JANVIER 2014

### Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Catégories A et A, B, C (cvs en milliers)



Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A s'établit à 156 800 en Midi-Pyrénées fin janvier 2014. Ce nombre augmente de 0,1 % par rapport à fin décembre 2013 (soit + 100). Sur un an, il est en hausse de 6,8 %.

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A augmente de 0,3 % par rapport à fin décembre 2013 (+4,4 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégories ABC s'établit à 242 100 en Midi-Pyrénées fin janvier 2014. Ce nombre augmente de 0,6 % (soit + 1500) par rapport à fin décembre 2013. Sur un an, il augmente de 6,7 %.

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC augmente de 0,5 % par rapport à fin décembre 2013 (+ 5,3 % sur un an).

### Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Milliers et %

Données CVS	janvier	décembre	janvier	Variation	Variation
	2013	2013	2014	sur un mois	sur un an
<b>Midi-Pyrénées</b>					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	146,8	156,7	<b>156,8</b>	0,1	6,8
Catégorie B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite) *	80,0	83,9	<b>85,3</b>	1,6	6,6
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	226,8	240,7	<b>242,1</b>	0,6	6,7
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi) *	13,7	13,9	<b>14,4</b>	3,7	5,1
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi) *	20,8	22,5	<b>22,9</b>	1,7	9,8
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	261,4	277,1	<b>279,4</b>	0,9	6,9

Pour mémoire :

### France métropolitaine (CVS-CJO)

Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 177,0	3 307,3	<b>3 316,2</b>	0,3	4,4
Catégorie B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	1 506,4	1 599,0	<b>1 613,7</b>	0,9	7,1
<b>Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)</b>					
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	4 683,4	4 906,3	<b>4 929,9</b>	0,5	5,3
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	259,5	278,3	<b>281,3</b>	1,1	8,4
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 294,4	5 566,1	<b>5 597,7</b>	0,6	10,0

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : Dares. DIRECCTE Midi-Pyrénées / Mission synthèses.

\* **Avertissement** : du fait de la faiblesse des effectifs pour certaines catégories, les évolutions mensuelles peuvent être heurtées et doivent dès lors être interprétées avec prudence.

**Avertissement** : En raison de la défaillance dans l'acheminement d'une partie des messages de relance envoyés aux demandeurs d'emploi lors de la campagne d'actualisation du mois d'août 2013, le nombre des sorties des listes pour défaut d'actualisation enregistrées au mois d'août 2013 a été inhabituellement élevé. Cet incident, survenu pour la seule actualisation du mois d'août 2013, s'est également traduit par une hausse du nombre d'entrées en septembre 2013, en raison de la réinscription d'une partie des demandeurs d'emploi qui ne s'étaient pas actualisés fin août.

**Information** : Chaque année est menée une campagne d'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières (CVS), pour tenir compte de l'évolution de la saisonnalité au cours de la dernière année. Cette campagne conduit à modifier l'ensemble des séries CVS diffusées sur la période janvier 1996-décembre 2013. La même opération est menée au niveau national.

## 2.a - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

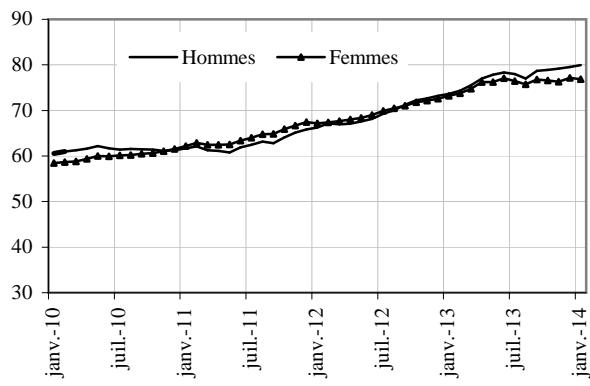
### Catégorie A

En Midi-Pyrénées, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente en janvier 2014 de 0,5 % pour les hommes (+ 8,6 % sur un an). Il diminue de 0,4 % pour les femmes (+ 5,1 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans baisse de 0,3 % (+ 1,6 % sur un an); le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans, s'accroît de 0,1 % (+ 6,2 % sur un an), le nombre de ceux de 50 ans et plus est en hausse de 0,3 % (+ 13 % sur un an).

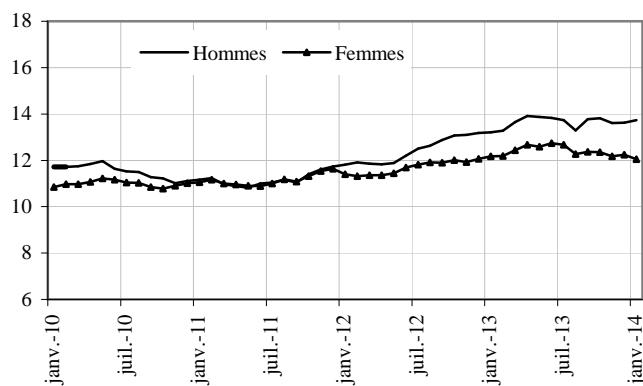
Données CVS	janvier	décembre	janvier	Variation	Variation
	2013	2013	2014	sur un mois	sur un an
<b>Midi-Pyrénées</b>					
Hommes	73,6	79,6	<b>79,9</b>	0,5	8,6
Femmes	73,2	77,2	<b>76,9</b>	-0,4	5,1
Moins de 25 ans	25,4	25,9	<b>25,8</b>	-0,3	1,6
Entre 25 et 49 ans	90,6	96,1	<b>96,2</b>	0,1	6,2
50 ans et plus	30,9	34,8	<b>34,9</b>	0,3	13,0
Hommes de moins de 25 ans	13,2	13,6	<b>13,7</b>	0,9	4,0
Hommes de 25 à 49 ans	44,6	48,0	<b>48,3</b>	0,6	8,4
Hommes de 50 ans et plus	15,8	17,9	<b>17,9</b>	-0,2	13,0
Femmes de moins de 25 ans	12,2	12,2	<b>12,0</b>	-1,6	-1,0
Femmes de 25 à 49 ans	46,0	48,1	<b>47,8</b>	-0,4	4,1
Femmes de 50 ans et plus	15,0	16,9	<b>17,0</b>	0,8	13,0
<b>Ensemble de la catégorie A</b>	<b>146,8</b>	<b>156,7</b>	<b>156,8</b>	<b>0,1</b>	<b>6,8</b>

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIRECCTE Midi-Pyrénées / Mission synthèses.

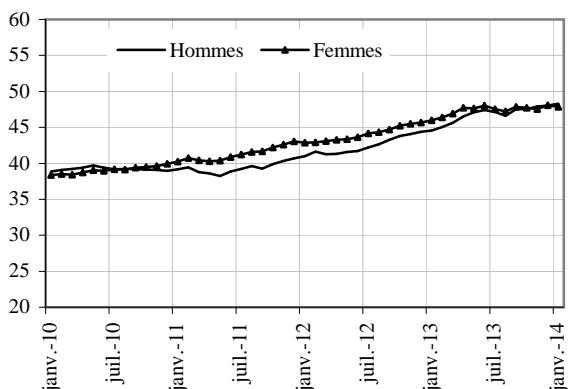
**Par sexe (cvs en milliers)**



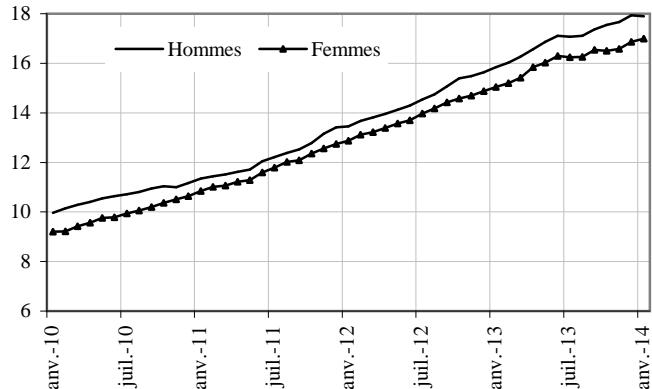
**Moins de 25 ans (cvs en milliers)**



**Entre 25 et 49 ans (cvs en milliers)**



**50 ans et plus (cvs en milliers)**



Avertissement : En raison de la défaillance dans l'acheminement d'une partie des messages de relance envoyés aux demandeurs d'emploi lors de la campagne d'actualisation du mois d'août 2013, le nombre des sorties pour défaut d'actualisation enregistrées au mois d'août 2013 a été inhabituellement élevé, ce qui a eu un impact à la baisse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin août 2013.

## 2.b - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

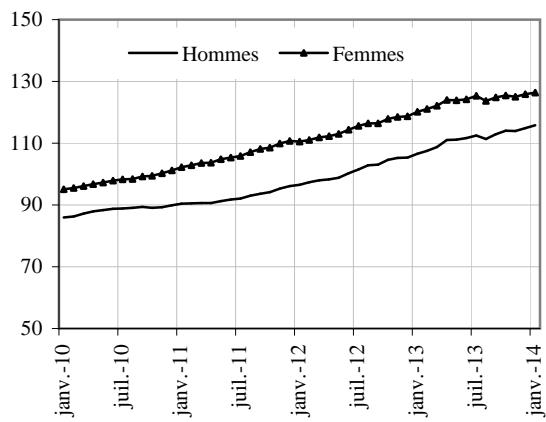
### Catégories A, B, C

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories ABC en Midi-Pyrénées, le nombre d'hommes augmente de 0,8 % en janvier 2014 (+8,6 % sur un an). Le nombre de femmes s'accroît de 0,4 % (+5,1 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories ABC de moins de 25 ans est en baisse de 0,2 % (+1,3 % sur un an) ; le nombre de ceux de 25 à 49 ans augmente de 0,7 % (+6,2 % sur un an) ; celui des demandeurs âgés de 50 ans et plus, s'accroît de 1 % (+12,9 % sur un an).

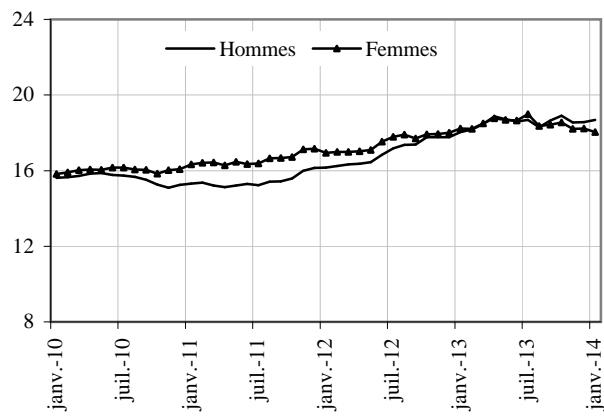
Données CVS	janvier	décembre	janvier	Variation	Variation
	2013	2013	2014	sur un mois	sur un an
<b>Midi-Pyrénées</b>					
Hommes	106,6	114,8	<b>115,8</b>	0,8	8,6
Femmes	120,2	125,8	<b>126,3</b>	0,4	5,1
Moins de 25 ans	36,3	36,8	<b>36,7</b>	-0,2	1,3
Entre 25 et 49 ans	144,3	152,2	<b>153,2</b>	0,7	6,2
50 ans et plus	46,3	51,7	<b>52,2</b>	1,0	12,9
Hommes de moins de 25 ans	18,0	18,6	<b>18,7</b>	0,6	3,6
Hommes de 25 à 49 ans	67,2	72,2	<b>72,9</b>	0,9	8,4
Hommes de 50 ans et plus	21,3	24,0	<b>24,2</b>	0,8	13,5
Femmes de moins de 25 ans	18,2	18,2	<b>18,0</b>	-1,0	-1,0
Femmes de 25 à 49 ans	77,0	80,0	<b>80,3</b>	0,4	4,2
Femmes de 50 ans et plus	24,9	27,6	<b>28,0</b>	1,3	12,3
<b>Ensemble des catégories A, B, C</b>	<b>226,8</b>	<b>240,7</b>	<b>242,1</b>	<b>0,6</b>	<b>6,7</b>

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIRECCTE Midi-Pyrénées / Mission synthèses.

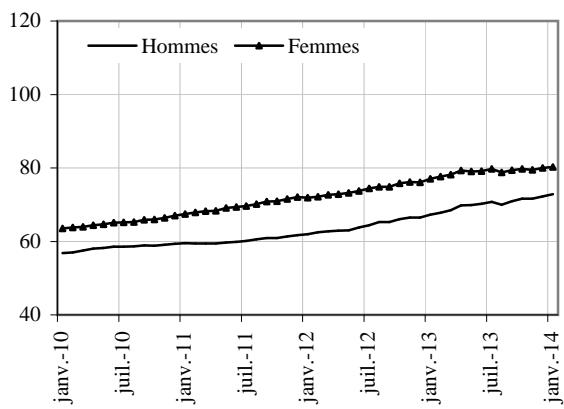
**Par sexe (cvs en milliers)**



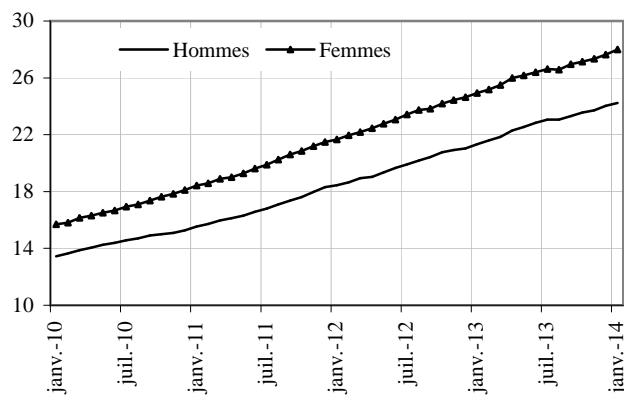
**Moins de 25 ans (cvs en milliers)**



**Entre 25 et 49 ans (cvs en milliers)**



**50 ans et plus (cvs en milliers)**



### 3 - ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION SUR LES LISTES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

En Midi-Pyrénées le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories ABC depuis plus d'un an augmente de 13,1 % sur un an. Le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente de 2,7 % sur un an.

#### Ancienneté d'inscription sur les listes des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

(catégories A, B, C)

*Milliers et %*

Données CVS	janvier	décembre	janvier	Variation	Variation
	2013	2013	2014	sur un mois	sur un an
<b>Midi-Pyrénées</b>					
Moins de 1 an	137,9	141,1	<b>141,6</b>	0,3	2,7
Plus d'un an	89,0	99,6	<b>100,6</b>	1,0	13,1
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (%)	39,2	41,4	<b>41,5</b>	+ 0,2 pt	+ 2,3 pt

Pour mémoire :

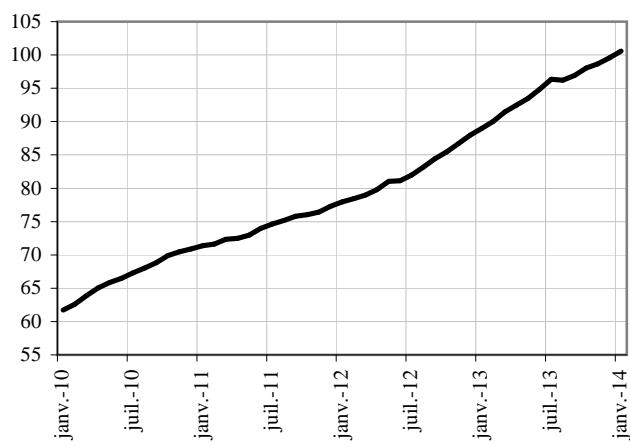
#### France métropolitaine (CVS-CJO)

Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	39,5	41,9	<b>42,2</b>	+ 0,3 pt	+ 2,7 pt
--	------	------	-------------	----------	----------

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : Dares. DIRECCTE Midi-Pyrénées / Mission synthèses.

#### Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus

(données CVS, en milliers)



## 1 - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR DEPARTEMENT

S'agissant de la catégorie A, par département, le nombre de demandeurs d'emploi varie fin janvier 2014 par rapport à fin décembre 2013 entre -1,7 % et + 1,2 % : Ariège (-0,5 %), Aveyron (+ 1,2 %), Haute-Garonne (+0,2 %), Gers (+0,9 %), Lot (-0,4 %), Hautes-Pyrénées (-1,7 %), Tarn (-0,1 %), Tarn-et-Garonne (+ 0,6 %).

S'agissant des catégories ABC par département, le nombre de demandeurs d'emploi varie fin janvier 2014 par rapport à fin décembre 2013 entre -0,2 % et + 0,9 % : Ariège (+ 0,6 %), Aveyron (+ 0,2 %), Haute-Garonne (+ 0,9 %), Gers (+ 0,4 %), Lot (-0,2 %), Hautes-Pyrénées (stable), Tarn (+ 0,4 %), Tarn-et-Garonne (+ 0,7 %).

### Demandeurs inscrits en fin de mois à Pôle emploi en Midi-Pyrénées (catégorie A)

Données CVS	janvier 2013	décembre 2013	janvier 2014	Milliers et %	
				Variation sur un mois	Variation sur un an
Ariège	8,6	8,8	<b>8,8</b>	-0,5	2,6
Aveyron	9,4	9,8	<b>9,9</b>	1,2	5,2
Haute-Garonne	70,1	76,1	<b>76,3</b>	0,2	8,8
Gers	6,9	7,3	<b>7,4</b>	0,9	7,8
Lot	7,4	7,7	<b>7,7</b>	-0,4	4,1
Hautes-Pyrénées	12,3	13,0	<b>12,8</b>	-1,7	3,8
Tarn	19,1	20,0	<b>20,0</b>	-0,1	4,7
Tarn-et-Garonne	13,0	13,9	<b>14,0</b>	0,6	7,2
<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>146,8</b>	<b>156,7</b>	<b>156,8</b>	<b>0,1</b>	<b>6,8</b>

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIRECCTE Midi-Pyrénées / Mission synthèses.

### Demandeurs inscrits en fin de mois à Pôle emploi en Midi-Pyrénées (catégories A, B, C)

Données CVS	janvier 2013	décembre 2013	janvier 2014	Milliers et %	
				Variation sur un mois	Variation sur un an
Ariège	12,4	12,8	<b>12,9</b>	0,6	3,3
Aveyron	14,5	15,3	<b>15,4</b>	0,2	5,9
Haute-Garonne	109,8	118,0	<b>119,1</b>	0,9	8,4
Gers	10,9	11,8	<b>11,8</b>	0,4	7,9
Lot	11,3	11,8	<b>11,7</b>	-0,2	4,0
Hautes-Pyrénées	18,4	19,1	<b>19,1</b>	0,0	3,9
Tarn	29,2	30,4	<b>30,5</b>	0,4	4,7
Tarn-et-Garonne	20,3	21,5	<b>21,6</b>	0,7	6,8
<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>226,8</b>	<b>240,7</b>	<b>242,1</b>	<b>0,6</b>	<b>6,7</b>

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIRECCTE Midi-Pyrénées / Mission synthèses.

**Avertissement : En raison de la défaillance dans l'acheminement d'une partie des messages de relance envoyés aux demandeurs d'emploi lors de la campagne d'actualisation du mois d'août 2013, le nombre des sorties pour défaut d'actualisation enregistrées au mois d'août 2013 a été inhabituellement élevé, ce qui a eu un impact à la baisse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits fin août 2013.**

## 4 - FLUX D'ENTRÉES ET DE SORTIES PAR MOTIF

En Midi-Pyrénées, les entrées à Pôle emploi en catégories ABC diminuent au cours des trois derniers mois de 1,9 % par rapport aux trois mois précédents. Alors que les entrées pour premières entrées (+9,4 %), pour démissions (+3,5 %) ou pour reprises d'activité (+0,8 %) augmentent, celles pour fins de missions d'intérim (-0,9 %), pour licenciements économiques (-0,9 %) ou non économiques (-1,8 %), pour fins de contrat à durée déterminée (-7,2 %) ou encore pour autres motifs (-1,9 %) diminuent.

Parallèlement, les sorties de Pôle emploi en catégories ABC diminuent au cours des trois derniers mois de 1,7 % par rapport aux trois mois précédents. Les sorties pour cessations d'inscription (-7,6 %), pour arrêts de recherche (-4,3 %) ou pour entrées en stage (-4,1 %) diminuent, tandis que celles pour reprises d'emploi déclarées (+3,8 %), pour radiations administratives (+11,3 %) ou encore celles pour autres motifs (+6,1 %) sont en hausse.

### Entrées à Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données CVS	janvier	janvier	Répartition	Variation	Effectifs et %
	2013	2014	des motifs en %	trimestrielle sur 3 mois glissants (1)	sur 3 mois glissants (2)
<b>Midi-Pyrénées</b>					
Fins de contrat à durée déterminée	5 832	<b>5 407</b>	21,7	-7,2	-2,6
Fins de mission d'interim	1 108	<b>1 102</b>	4,4	-0,9	-4,9
Licenciements économiques (3)	446	<b>477</b>	1,9	-0,9	9,0
Autres licenciements	1 935	<b>1 850</b>	7,4	-1,8	1,6
Démissions	826	<b>868</b>	3,5	3,5	5,4
Premières entrées	1 272	<b>2 246</b>	9,0	9,4	53,8
Reprises d'activité	2 166	<b>2 094</b>	8,4	0,8	-1,3
Autres cas	11 295	<b>10 876</b>	43,6	-1,9	-0,6
<b>Ensemble</b>	24 880	<b>24 920</b>	100,0	-1,9	2,0
<i>Pour mémoire :</i>					
<b>France métropolitaine (Données CVS-CJO en milliers)</b>	483,5	<b>487,5</b>		-0,3	0,5

Source : STMT - Pôle emploi, Dares.

### Sorties de Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données CVS	janvier	janvier	Répartition	Variation	Effectifs et %
	2013	2014	des motifs en %	trimestrielle sur 3 mois glissants (1)	sur 3 mois glissants (2)
<b>Midi-Pyrénées</b>					
Reprises d'emploi déclarées	4 198	<b>4 546</b>	19,1	3,8	10,1
Entrées en stage	1 918	<b>2 374</b>	10,0	-4,1	0,7
Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite) :	1 773	<b>1 863</b>	7,8	-4,3	-1,1
- dont maladies	1 038	<b>1 242</b>	5,2	8,0	8,6
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	10 322	<b>10 008</b>	42,1	-7,6	-2,0
Radiations administratives	1 097	<b>2 516</b>	10,6	11,3	45,6
Autres cas	2 310	<b>2 480</b>	10,4	6,1	5,5
<b>Ensemble</b>	21 618	<b>23 787</b>	100,0	-1,7	5,3
<i>Pour mémoire :</i>					
<b>France métropolitaine (Données CVS-CJO en milliers)</b>	423,3	<b>459,2</b>		-1,5	5,2

Source : STMT - Pôle emploi, Dares.

(1) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente.

(3) : Y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés, de CRP et de CTP.

Depuis le 1er janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a eu un impact à la baisse sur le nombre de radiations administratives et donc le nombre de sorties totales en janvier 2013. A partir du mois de février 2013, le nombre de radiations administratives retrouve, en moyenne, un niveau correspondant à celui qui aurait été observé si les règles n'avaient pas été modifiées. Par ailleurs, ce changement de règles a modifié la saisonnalité du nombre de radiations administratives. Du fait d'un recul limité pour estimer l'effet de cette nouvelle saisonnalité, la série corrigée des variations saisonnières peut présenter à compter de janvier 2013 un caractère plus heurté que par le passé.

## 5 - DEMANDEURS D'EMPLOI AYANT UN DROIT PAYABLE AU RSA

En Midi-Pyrénées, à fin janvier 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA) est de 32 900 (soit 19,8 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, données brutes).

A fin janvier 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC et ayant un droit payable au RSA est de 41 700 (soit 16,8 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC, données brutes).

Les entrées à Pôle emploi en catégories ABC des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 4 900 en janvier 2014 (soit 17,8 % des entrées en catégories ABC, données brutes). Les sorties de Pôle emploi en catégories ABC des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 4 300 en janvier 2014 (soit 17,9 % des sorties en catégories ABC, données brutes).

### Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données brutes	Effectifs en milliers			
	janvier 2013	décembre 2013	janvier 2014	Variation annuelle
<b>Midi-Pyrénées</b>				
Catégorie A	29,3	31,3	<b>32,9</b>	<b>12,3%</b>
Catégorie B	4,5	5,1	<b>5,0</b>	<b>11,9%</b>
Catégorie C	3,2	3,8	<b>3,7</b>	<b>17,2%</b>
<b>Catégories A, B, C</b>	<b>37,0</b>	<b>40,2</b>	<b>41,7</b>	<b>12,7%</b>
Catégorie D	1,2	1,2	<b>1,3</b>	<b>16,5%</b>
Catégorie E	1,9	2,0	<b>2,1</b>	<b>14,3%</b>
Catégories A, B, C, D, E	40,0	43,5	<b>45,1</b>	<b>12,9%</b>
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A	18,7%	19,7%	<b>19,8%</b>	1,1 pt
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	15,8%	16,4%	<b>16,8%</b>	1 pt
<i>Pour mémoire :</i>				
<i>France métropolitaine</i>				
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie A	18,4%	19,3%	<b>19,6%</b>	1,2 pt
Part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	15,7%	16,1%	<b>16,5%</b>	0,8 pt

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : Dares. DIRECCTE Midi-Pyrénées / Mission synthèse.

### Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données brutes	Effectifs en milliers			
	janvier 2013	décembre 2013	janvier 2014	Variation annuelle
<b>Midi-Pyrénées</b>				
<b>Demandeurs d'emploi en catégorie A</b>				
RSA socle seul	22,9	24,6	<b>25,8</b>	<b>12,7%</b>
RSA socle et activité	3,1	3,3	<b>3,5</b>	<b>13,5%</b>
RSA activité seul	3,4	3,5	<b>3,7</b>	<b>8,4%</b>
<b>Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C</b>				
RSA socle seul	24,6	26,7	<b>27,7</b>	<b>12,9%</b>
RSA socle et activité	5,5	6,0	<b>6,3</b>	<b>15,5%</b>
RSA activité seul	7,0	7,5	<b>7,6</b>	<b>9,7%</b>

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

\* cf. encadré 1 pour une définition des catégories

### Entrées et sorties à Pôle emploi des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (catégories A, B, C)

Données brutes	Effectifs en milliers			
	janvier 2013	décembre 2013	janvier 2014	Variation annuelle
<b>Midi-Pyrénées</b>				
<b>Entrées</b>				
Entrées des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA	4,6	4,0	<b>4,9</b>	<b>5,8%</b>
Part dans l'ensemble des entrées	16,7%	17,5%	17,8%	1 pt
<b>Sorties</b>				
Sorties des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA	3,4	4,0	<b>4,3</b>	<b>23,3%</b>
Part dans l'ensemble des sorties	16,1%	18,4%	17,9%	1,8 pt

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

#### Avertissement :

Sont repérés ici les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Le nombre de ces bénéficiaires n'est pas directement comparable à celui des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts. En effet, ce dernier recouvre également des personnes dont le droit est suspendu. L'information sur le nombre de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA n'est disponible que depuis juillet 2010.

Cf. encadré 1 « sources et définitions » pour plus d'informations à ce sujet.

## 6 - OFFRES D'EMPLOI COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi augmentent en Midi-Pyrénées au cours des trois derniers mois de 8,6 % par rapport aux trois mois précédents. Cette hausse concerne les offres d'emplois durables (plus de six mois, + 3,8 %) et non durables (+12,9 %).

### Offres d'emploi collectées par Pôle emploi

	janvier 2013	janvier 2014	Variation trimestrielle sur 3 mois glissants (1)	Effectifs et % Variation annuelle sur 3 mois glissants (2)
<b>Données CVS</b>				
<b>Midi-Pyrénées</b>				
- Emplois durables ( 6 mois ou plus)	5 314	<b>5 802</b>	<b>3,8</b>	<b>6,7</b>
- Emplois non durables (moins de 6 mois)	6 424	<b>4 923</b>	<b>12,9</b>	<b>4,6</b>
<b>Ensemble</b>	11 738	<b>10 725</b>	<b>8,6</b>	<b>5,6</b>
Pour mémoire :				
<b>France métropolitaine (CVS-CJO)</b>				
- Emplois durables ( 6 mois ou plus)	94,2	<b>102,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>9,3</b>
- Emplois non durables (moins de 6 mois)	120,5	<b>108,8</b>	<b>2,6</b>	<b>-10,1</b>
<b>Ensemble</b>	214,7	<b>211,6</b>	<b>1,3</b>	<b>-1,7</b>

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIRECCTE Midi-Pyrénées / Mission synthèses.

(1) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente.

*Avertissement : Les offres d'emploi du mois de novembre ont progressé fortement en raison notamment d'un établissement dont le siège se situe en Midi-Pyrénées et qui enregistre un volume important d'offres pour l'ensemble de ses établissements du territoire français. Ces offres portent sur des contrats allant d'un à huit jours et impactent l'évolution calculée sur 3 mois.*

## Encadré 1 - Sources et définitions

### Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

#### Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Jusqu'au mois de février 2009, les publications étaient fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories utilisées à des fins de publication statistique à partir de mars 2009 et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2 ,3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

#### Ancienneté sur les listes de Pôle emploi

L'ancienneté d'inscription à la fin du mois  $m$  sur les listes d'un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi mesure le nombre de jours qu'il a passé sur les listes (en catégories A, B, C). Cette notion se rapporte aux effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, et C.

Du fait du mode d'enregistrement des entrées et des sorties, il n'est pas possible de calculer l'ancienneté en catégorie A (respectivement B ou C) ou la durée passée sans discontinuité dans la catégorie A (respectivement B ou C).

De manière conventionnelle, un demandeur d'emploi qui est resté inscrit plus de 12 mois sur les listes de Pôle emploi (i.e. son ancienneté sur les listes est supérieure à 1 an) peut être qualifié de demandeur d'emploi de longue durée. S'il est inscrit depuis plus de 24 mois, il est considéré comme étant demandeur d'emploi de très longue durée.

#### Motifs d'entrée et de sortie des listes de Pôle emploi pour les catégories A, B, C

Les flux d'entrée et de sortie des listes sont présentés suivant différents motifs.

Parmi les motifs d'entrée :

- les premières entrées correspondent aux cas où la demande d'emploi est enregistrée alors que la personne se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation, y compris les entrées pour rupture conventionnelle de CDI.

Parmi les motifs de sortie :

- les arrêts de recherche sont liés à une maladie, un congé de maternité, un accident du travail, un départ en retraite ou une dispense de recherche d'emploi ;
- les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation correspondent aux cas où le demandeur d'emploi n'a pas actualisé sa déclaration de situation mensuelle ;

## Encadré 1 - Sources et définitions (suite)

- les radiations administratives peuvent intervenir lorsque le demandeur d'emploi ne répond pas à une convocation, lorsqu'il fait une fausse déclaration ou lorsqu'il refuse une offre d'emploi (le motif d'offre raisonnable d'emploi a été ajouté en octobre 2008), une formation, une visite médicale, un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, un contrat aidé, une action d'insertion. La suspension qui en découle peut aller de 15 jours à 12 mois suivant la cause ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation.

Les motifs de sortie des listes de Pôle emploi sont mal connus dans les fichiers administratifs. En particulier, dans les statistiques publiées ici, les reprises d'emploi déclarées sous-estiment le nombre de reprises réelles d'emploi. En effet, chaque mois, de nombreux demandeurs d'emploi sortent des listes parce qu'ils n'ont pas actualisé leur situation mensuelle en fin de mois (ils sont alors enregistrés dans le motif « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ») ou à la suite d'une radiation administrative, par exemple pour non réponse à convocation. Or, une partie de ces demandeurs d'emploi a en fait retrouvé un emploi. L'enquête trimestrielle Sortants de Pôle emploi et de la Dares fournit une estimation de la part des sorties réelles pour reprise d'emploi.

### Les offres d'emploi collectées à Pôle emploi

Pôle emploi collecte des offres d'emploi auprès des entreprises. Les offres collectées publiées ici sont classées suivant trois types :

- les offres d'emploi durable, pour des contrats de plus de six mois ;
- les offres d'emploi temporaire, pour des contrats compris entre un et six mois ;
- les offres d'emploi occasionnel, pour des contrats de moins d'un mois.

Les rapprochements entre les offres et les demandes d'emploi doivent être faits avec précaution dans la mesure où une partie des besoins de recrutement des entreprises ne donne pas lieu au dépôt d'une offre auprès de Pôle emploi et ce dans des proportions qui peuvent varier selon la qualification de l'emploi, le secteur d'activité ou la taille de l'entreprise.

### Méthodologie de correction des variations saisonnières

La méthodologie adoptée pour corriger les séries publiées ici se décompose en deux étapes détaillées ci-après. Les estimations des coefficients de variations saisonnières sont réalisées sur la période allant de janvier 1996 à décembre 2010. Les coefficients saisonniers sont projetés sur l'ensemble de l'année 2010, de sorte que la campagne de traitement statistique des séries n'a lieu qu'une seule fois par an, au mois de février, quand toutes les données de l'année antérieure sont disponibles.

#### 1<sup>ère</sup> étape : correction des variations saisonnières

Les séries publiées ici sont marquées par des phénomènes récurrents, de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Il est nécessaire d'en faire abstraction pour analyser les fluctuations purement conjoncturelles de ces séries : il faut raisonner sur des données corrigées des variations saisonnières (cvs).

Celles-ci permettent d'éliminer la composante saisonnière de chaque série pour ne garder que les composantes liées à la tendance (i.e. à l'évolution de long terme de la série), au cycle (i.e. aux fluctuations de court terme) et à certaines irrégularités (fluctuations résiduelles non périodiques). Pour les séries France et France Métropolitaine, la cvs est appliquée aux données préalablement corrigées des jours ouvrables.

#### 2<sup>ème</sup> étape : mise en cohérence des différentes ventilations

Les séries désaisonnalisées sont mises en cohérence, de sorte que la somme de séries désaisonnalisées soit égale à la série désaisonnalisée de la somme des séries brutes.

### Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA)

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009 en France métropolitaine et sera généralisé au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2011 en Outre-mer. Il a pour objet « d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » (loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la reprise d'emploi.

Le RSA est une allocation destinée à porter les ressources du foyer au niveau d'un revenu garanti. Le revenu garanti est calculé pour chaque foyer en faisant la somme :

- d'un montant forfaitaire dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge et qui correspondait en juin 2009 au montant du RMI ou de l'API pour les parents isolés,
- de 62 % des revenus d'activité des membres du foyer, s'il y en a.

Un bénéficiaire du RSA est tenu « de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle » s'il remplit les conditions suivantes (article L.262-28) :

- les ressources de son foyer sont inférieures à un certain montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge (460,09 €/mois pour un célibataire sans enfant) ;
- il est sans emploi ou ne tire de l'exercice de son activité professionnelle que des revenus inférieurs à 500 € (décret n°2009-404 du 15 avril 2009).

Pour un bénéficiaire du RSA majoré (i.e. une personne isolée assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants ou étant enceinte), il est tenu compte des sujétions particulières auxquelles celui-ci est contraint, notamment en matière de garde d'enfants.

Un bénéficiaire du RSA tenu aux obligations précisées ci-dessus est orienté par le Conseil général :

- de façon prioritaire, lorsqu'il est disponible pour occuper un emploi, soit vers Pôle emploi soit, si le département décide d'y recourir, vers un autre organisme participant au service public de l'emploi (mission locale, PLIE, organisme privé de placement...) ;
- vers les autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale lorsque des difficultés (de logement ou de santé notamment) font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi.

## **Encadré 1 - Sources et définitions (fin)**

À compter de juillet 2010, sont repérés dans le système d'information statistique de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Entre juin 2009 et juin 2010, seuls étaient repérés dans les fichiers de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA i.e. les personnes ayant un droit payable au RSA, les personnes ayant un droit au RSA suspendu pendant 4 mois maximum (notamment pour non respect des devoirs qui leur incombent, non renouvellement de déclaration trimestrielle de ressources, dépassement du seuil de ressources, ou parce que la demande est en cours de traitement). Parmi ces demandeurs d'emploi repérés comme ayant des droits ouverts au RSA, certains ne percevront pas le RSA. Les données relatives aux demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA ne sont plus publiées depuis janvier 2011.

Quatre catégories d'indicateurs relatifs aux demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA sont publiées :

- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi et ayant un droit payable au RSA ;
- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ayant un droit payable au RSA selon la composante de RSA. Il existe trois composantes de RSA : le RSA socle seul, le RSA socle et activité, le RSA activité seul. Le RSA socle seul bénéficie aux foyers qui n'ont pas de revenu d'activité, il est égal à un montant forfaitaire. Le RSA socle et activité bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Le RSA activité seul bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire. Cette nouvelle composante élargit le champ des bénéficiaires ;
- les entrées à Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA ;
- les sorties de Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA.

Le dénombrement des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA résulte d'un rapprochement entre les fichiers de Pôle emploi d'une part et ceux de la Cnaf et de la CCMSA d'autre part.

La mise en œuvre de la loi portant création du RSA à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009 est susceptible d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et, parmi ceux-ci, la part de ceux qui bénéficient d'une prestation de solidarité (RMI ou API avant le 1<sup>er</sup> juin 2009 ; RSA après le 1<sup>er</sup> juin ainsi que RMI et API à titre transitoire pour certains bénéficiaires). En effet, l'obligation d'orientation vers le service public de l'emploi des bénéficiaires du RSA disponibles pour occuper un emploi devrait conduire une proportion plus importante qu'auparavant de bénéficiaires de prestations de solidarité à s'inscrire à Pôle emploi. Par ailleurs, l'ouverture du RSA à des personnes auparavant non éligibles au RMI ou à l'API (salariés à faibles revenus ne bénéficiant pas ou plus de mesures d'intérressement) pourrait conduire certains demandeurs d'emploi (notamment en activité réduite) à se voir ouvrir des droits nouveaux au RSA.

## **Encadré 2 - Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : un concept différent du chômage au sens du BIT**

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle Emploi.

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories A, B, ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible. L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

Pour mémoire, un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui : 1) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence, 2) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee.

Alors que le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi peut être affecté par d'autres facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1<sup>er</sup> juin 2009)...

L'Insee publie chaque trimestre les indicateurs de référence pour le chômage au sens du BIT à partir des résultats trimestriels de son enquête Emploi pour la France métropolitaine. Les dernières estimations de l'Insee sont disponibles sur son site Internet, à l'adresse suivante : [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/indic\\_conj/donnees/doc\\_idconj\\_14.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/indic_conj/donnees/doc_idconj_14.pdf).